

# **Biographies des commissaires au Redressement productif**

## **Alsace : Jacques Muller**

Je suis entré dans les services de l'Etat en Mars 1982 en qualité de Contrôleur du Travail, affecté en section d'Inspection du Travail dans le département de la Haute-Marne.

J'ai accédé par la suite au grade d'Inspecteur du Travail à compter du 01er Février 1992, renommé en Haute-Marne.

Au-delà des missions régaliennes de contrôle et/ou de conseil dévolues à l'Inspection du Travail sur le champ de la réglementation du Travail, la situation économique dégradée de ce département m'a rapidement conduit à consacrer une partie conséquente de mon activité aux mutations économiques.

J'ai ainsi été amené à gérer des dossiers de restructuration lourds, en particulier sur le bassin d'emploi de St-Dizier, tels que CASE POCLAIN, VALFOND, MIKO ou DEVANLAY.

Prenant de nouvelles fonctions de directeur adjoint à la DDTEFP des Ardennes en Juillet 1999, mon cœur d'intervention a été centré sur les difficultés économiques des entreprises dans un département sinistré comptant un taux de chômage des plus élevés au plan national, soit plus de 12 %.

La gestion des plans de restructuration - et en plusieurs circonstances des dossiers de fermeture- a constitué une préoccupation quotidienne avec comme point d'orgue le contexte particulier en Juillet 2000 de la société CELLATEX à GIVET, dont le personnel s'était saisi de l'outil de travail après l'annonce de la liquidation judiciaire en menaçant de faire exploser le site.

Il s'agissait là du premier dossier de cette nature, qui allait faire plusieurs émules durant les mois suivants.

Il m'avait également été confié la mise en œuvre en 2005 du Contrat de Transition Professionnelle (CTP) dont Charleville-Mézières constituait un des sept premiers bassins expérimentaux.

Je suis en poste à Strasbourg dans le Bas-Rhin en tant que Directeur du Travail depuis Septembre 2006, où une part importante de mes tâches porte sur l'anticipation et l'accompagnement des restructurations en lien étroit avec la Cellule de Veille des Mutations Economiques en place dans le département depuis de longues années.

## **Aquitaine : Jean-Yves Larraufie**

Polytechnicien (X2002), et Ingénieur des mines. Après deux missions d'un an au sein des groupes PPR et EADS, il a rejoint fin 2008 l'Aquitaine comme chef de la division développement à la DRIRE Aquitaine ainsi que chargé de mission auprès du préfet de région. Il a eu ainsi en charge des dossiers complexes (fermeture de l'usine Sony à Pontonx, de Celanese à Lacq), la coordination locale des pôles de compétitivité et la négociation de la Stratégie Régionale de l'Innovation. Depuis 2010, il est directeur régional adjoint, chef du pôle Economie, Entreprises et Emploi à la DIRECCTE Aquitaine et assure le pilotage au niveau régional des politiques de l'emploi, du développement des compétences et des entreprises (export, intelligence économique, tourisme, développement industriel, commerce et artisanat) avec un appui renforcé aux Préfets de département dans la gestion de crise.

Il est par ailleurs coauteur de l'article « Que devons-nous aux générations futures ? », publié dans les Annales des mines ainsi que de l'ouvrage sur le modèle économique et social suédois « Le Malentendu Suédois » aux éditions Transvalor.

## **Auvergne : Christophe Coudert**

Né à Clermont Ferrand le 3 novembre 1972, Christophe Coudert est diplômé de l'Ecole Nationale du Génie Rural des Eaux et Forêts. Après divers postes dans les services du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, il est détaché en 2008 au ministère en charge de l'industrie comme responsable de la division développement industriel de la DRIRE Auvergne, en même temps qu'il est chargé de mission auprès du Préfet de région pour les questions économiques.

Avec la RGPP et la fusion des DRIRE et des DRTEFP, il devient responsable du pôle 3E au sein de la nouvelle DIRECCTE et gère une équipe de 45 personnes. Ses fonctions l'ont amené à intervenir dans des dossiers délicats comme la reprise de l'entreprise Lejaby en Haute-Loire ou celle de Delbard dans l'Allier et à être l'un des interlocuteurs privilégiés des entreprises qui souhaitent un accompagnement ou un soutien de l'Etat (Cyclopharma, Issoire Aviation, etc.).

## **Basse-Normandie : Eric Noitakis**

« Mes 29 ans passés dans les services économiques des ambassades de France dans 6 pays étrangers m'ont conduit à bien connaître les entreprises françaises opérant à l'étranger, en particulier leur mode de gestion et leur stratégie d'internationalisation (exportation, implantation surplace et partenariats avec des entreprises étrangères).

Au titre de mes missions de suivi des grands contrats j'ai, à plusieurs reprises, eu l'occasion d'appréhender les relations entre les grands groupes français et leurs sous-traitants et d'analyser leur situation financière lors des garanties d'investissement à l'étranger qu'ils pouvaient solliciter occasionnellement.

Les demandes d'avis faites par la COFACE au titre des garanties de crédit export pour le compte de l'Etat, m'ont conduit à maîtriser l'analyse des bilans et comptes d'exploitation des entreprises étrangères.

Mon expérience en ambassades, notamment en tant que représentant de l'AFII, m'a permis également de connaître les grands groupes étrangers, ceux précisément qui pourraient s'implanter en France si cela n'est pas déjà le cas.

Depuis ma prise de fonction à la DIRECCTE Basse-Normandie, en septembre 2011, la moitié de mon temps a été consacrée à rendre visite à des ETI et PME innovantes afin d'évaluer leur potentiel à l'international et détecter d'éventuels dysfonctionnement en leur sein

## **Bourgogne : Christophe Lerouge**

Ingénieur Général des Mines, Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, et de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications (Télécom ParisTech), spécialiste du numérique et de l'innovation, aujourd'hui chef du pôle 3E de la DIRECCTE Bourgogne en charges des problèmes d'entreprise et d'emploi, il a été conseiller technique au cabinet de Jack Lang chargé du développement du numérique, attaché scientifique à San Francisco, et chef de la division développement industriel de la DRIRE Auvergne : c'est donc un excellent connaisseur des entreprises.

## **Centre : Philippe Malizard :**

Depuis novembre 2008, secrétaire général de la préfecture de l'Indre (Châteauroux)

Appui aux entreprises dans l'arrondissement chef-lieu

- appui à la création : Transgourmet, Bois Factory, Aréa Franceram

- appui au développement : Arc International Cookware, Montupet
- soutien aux entreprises en difficulté (CODEFI)

Soutien à la création d'emplois

- dans le cadre du CRSD de Châteauroux, grâce au FRED : plus de 400 emplois en cours de création
- dans le cadre de conventions de revitalisation : Pasquier Auga, Meadwestvaco

Soutien à la sauvegarde des emplois

Depuis décembre 2011, appui administratif et financier (FDACR) au projet expérimental de l'association EGEE (Entente des Générations pour l'Emploi et l'Entreprise), association de chefs d'entreprise en retraite qui apporte une aide bénévole aux PME / TPE en difficulté. Le FDACR rembourse les frais de déplacement des bénévoles (indemnité kilométrique), a posteriori et uniquement pour les PME / TPE sauvées.

Bilan provisoire au 30 juin (coût : 3 600 €) :

- sept PME / TPE sauvées, soit 22 emplois
- trois TPE liquidées (3 emplois)
- 13 dossiers en cours

De 2005 à 2008, sous-préfet de l'arrondissement de Redon

Acteur de la création de la Maison de l'emploi, du développement économique, de la formation et de l'insertion (MEDEFI) du Pays de Redon Bretagne Sud, sur un périmètre interdépartemental et interrégional

## **Champagne-Ardenne : Simone Mielle**

Née le 8 juillet 1949 à Thaon-les-Vosges, DES de droit public, DES de Sciences politiques, DESS de management des entreprises (IAE de Nancy), Licence de sociologie

Elle a commencé son parcours professionnel dans le cadre national des préfectures avec des affectations liées au suivi des entreprises et notamment en Lorraine, avec le suivi de la crise de sidérurgie (fin des années 1970 -début des années 1980) et la reconversion des sites sidérurgiques et dans les Vosges avec la crise du textile (1989-1991).

Entrée dans le corps préfectoral comme sous-préfet en 1992, sa fonction l'a amenée à suivre tout particulièrement les dossiers économiques en Alsace, en Lorraine et dans l'Aisne, à travailler sur le traitement des difficultés des entreprises et à avoir des relations étroites avec les acteurs économiques et sociaux ( élus, chambres consulaires, organismes de développement ...) Elle a participé à la mise en œuvre des premières conventions de revitalisation dans l'arrondissement de Laon. (fermeture de sucrerie, chimie ...)

Nommée commissaire à la réindustrialisation auprès du préfet de région Champagne-Ardenne depuis le 8 juin 2009, elle a participé à la création du réseau régional des acteurs en charge du suivi des entreprises qu'il s'agisse d'entreprises en difficulté ( Reims Aerospace, PTPM ...) ou de projets de développement ainsi qu'à l'accompagnement des territoires affectés par des pertes d'emplois .

## **Corse : Hervé Belmont**

Depuis mon passé d'étudiant où j'ai travaillé tout au long de mes études au sein de diverses entreprises tant industrielles que commerciales, jusque dans mon poste actuel, j'ai eu à traiter du développement et du soutien aux entreprises; j'ai notamment occupé un poste de cadre à la DRH de la direction technique des armements terrestres (aujourd'hui DEXTER). Mon expérience de délégué régional à la formation professionnelle m'a conduit à mettre en place tant avec des branches qu'avec diverses entreprises de la région PACA des dispositifs de développement des compétences des salariés. Par la suite j'ai eu à traiter un plan de sauvegarde de l'emploi de grande ampleur sur le site industriel d'un grand groupe de l'industrie chimique comportant un dispositif d'ampleur en matière de revitalisation du territoire; Dans mes fonctions actuelles je suis amené quotidiennement à traiter du soutien et du développement des entreprises, et singulièrement des TPE/PME.

## **Franche-Comté : Gilles Cassoti**

Franc-Comtois d'origine, M. CASSOTTI a commencé sa carrière en 1996 à la Chambre de Métiers du Doubs où il porte des projets de groupements d'entreprises et accompagne les TPE dans leur développement. Il devient en 2000 Chargé de mission DATAR auprès du Préfet de Région et se voit confier la mise en œuvre de mesures nationales visant à corriger l'impact des restructurations industrielles touchant l'économie Belfortaine en particulier, le nord Franche-Comté en général. Il porte ensuite la réflexion de la redynamisation économique de l'Aire Urbaine Belfort-Montbéliard qui préfigurerait le PRAU dont il sera la cheville ouvrière, pour l'Etat, dans la déclinaison des actions (2003-2006) tout en continuant à accompagner les projets structurants pour l'emploi et les territoires au travers de la mobilisation de la PAT (Prime à l'Aménagement du Territoire).

Il accompagne les bassins dans la déclinaison de conventions de revitalisation aux côtés des Préfets de département et porte la réflexion d'une mutualisation de ces moyens nouveaux à l'échelle de l'Aire Urbaine. Complétant ses fonctions de veille et d'anticipation par le volet Intelligence Economique, il participe très en amont à la déclinaison des mesures nationales et régionales visant à atténuer les effets de la crise économique et financière.

Nommé Commissaire à la réindustrialisation le 28 avril 2009 il porte sur ses fonds baptismaux le Fonds Régional DEFIS2010 et intervient à la fois en soutien direct aux entreprises en difficulté quelque soit leur taille mais également dans le cadre de revitalisation industrielle, territoriale et sociale. Il accompagne enfin les territoires et des entreprises qui portent des projets de développement significatifs en mobilisant la PAT, du FNRT ou encore l'ARI.

## **Haute-Normandie : Christian CAUVET**

55 ans

Administrateur des Finances Publiques (AFIP)

DRFiP de la région Haute-Normandie

Maîtrise en droit Privé (1979)

Ecole Nationale du Trésor (ENT) (1982)

Concours d'Inspecteur Principal du Trésor (1988)

Les étapes de mon parcours à la Direction de la Comptabilité Publique puis à la Direction des Finances Publiques

du Ministère du Budget témoignent de ma forte attirance pour les activités d'étude économique. Mon profil de carrière et les fonctions que j'exerce actuellement me paraissent correspondre au plus près à

ceux nécessaires pour pouvoir mener efficacement la démarche confiée aux futurs commissaires au redressement productif.

Après avoir en début de carrière exercé la fonction d'accueil d'entrepreneurs en difficultés, j'ai par la suite, comme c'est actuellement le cas en Seine-Maritime, exercé la direction de services en charge de cette mission.

Dans un contexte de crise économique, l'objectif de soutien aux entreprises en difficultés que constitue la mise en place des commissaires correspond parfaitement à ma vision du rôle de l'Etat. Les entreprises, industrielles en particulier, sont le cœur de notre société. En période de croissance, elles contribuent largement au financement des dépenses publiques, elles doivent donc pouvoir, en retour, recevoir un soutien appuyé en période de crise.

Par ailleurs, si la création d'entreprises fait l'objet de diverses aides, alors même que près de la moitié d'entre elles disparaissent à court ou moyen terme, il me semble au moins aussi efficient, et prioritaire, pour le maintien du tissu économique et de l'emploi, de soutenir les entreprises déjà existantes, afin d'empêcher leur disparition.

Dans un contexte de concurrence, voire même de guerre économique internationale accrue, il en va de l'avenir de notre savoir faire industriel, de la France et du bien être de nos concitoyens.

## **Ile-de-France : Mathieu Aufauvre**

M. AUFAUVRE exerce depuis 10 ans au sein de collectivités locales puis de l'Etat des responsabilités dans le domaine du développement économique

Ancien **directeur du développement économique** pour une collectivité locale où il était chargé de la mise en œuvre des politiques publiques dans le domaine et l'accompagnement des entreprises du bassin industriel; il a rejoint en 2008 la Préfecture de Région Rhône-Alpes en tant que **chargé de mission mutations économiques** afin d'accompagner les entreprises en difficultés et les opportunités de développement notamment en lien avec les différents partenaires institutionnels. Il était à ce titre, chargé de la mise en œuvre et du suivi des dispositifs d'Etat pour faire face aux difficultés économiques des entreprises et des territoires (médiation du crédit, dispositifs Oséo, ...). Depuis Octobre 2010, il a rejoint le Sgar Ile-de-France en tant que **chargé de mission mutations économiques, emploi et formation professionnelle** auprès du préfet de Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris. Il a ainsi pu développer une relation étroite avec l'ensemble des intervenants du monde économique, des entreprises et des milieux institutionnels.

## **Languedoc Roussillon : Sébastien Massart**

Sébastien Massart est depuis 2009 chargé de l'économie auprès du préfet de la région Languedoc-Roussillon et chef du service « développement des entreprises et mutations économiques » à la DIRECCTE Languedoc-Roussillon. A ce titre il a participé à la création du pôle de compétitivité Eau à Montpellier et à la mise en place du fonds JEREMIE, qui finance le développement des entreprises. Il a accompagné de nombreux projets économiques dans le domaine de l'innovation technologique autour des 7 pôles de compétitivité régionaux, mais également dans le secteur du tourisme et des services aux entreprises.

Ingénieur des Mines, formé à l'Ecole Polytechnique et à l'Ecole Normale Supérieure, il a commencé sa carrière professionnelle comme consultant au cabinet Deloitte. Il a notamment rédigé une étude sur la supervision du risque systémique dans le secteur bancaire et réalisé des travaux de recherche en épistémologie sur la notion de croissance économique.

## **Limousin : Patrice Greliche**

- en charge pendant 5 ans de toutes les actions d'un conseil régional en faveur des entreprises (1988 à 1992),

- Dirigeant d'un petit groupe d'entreprises (700 personnes, 60 M € de Chiffres d'affaires) de janvier 1993 à juin 2004. Membre du Directoire, Directeur administratif et financier puis Secrétaire général du groupe. Définition et mise en œuvre de la stratégie. Restructuration financière de la Société : capital (entrée minoritaire d'un groupe national) – dettes – cessions d'actifs... Réorganisation des différentes activités (filialisation par métier) : Les résultats consolidés du groupe sont passés d'une perte de 120 Mf à un bénéfice de 3 M€

- en charge pendant près de 10 ans de l'action de l'Etat (au niveau déconcentré) en faveur des entreprises.

### **Lorraine : Sandrine Anstett – 44 ans**

A la suite d'études en économie et sciences de gestion à l'Université de Lorraine, dans un premier temps j'ai enseigné différentes disciplines de gestion de l'entreprise à l'université de Nancy et travaillé sur la problématique de la participation des salariés dans l'entreprise. Après une expérience au sein d'un cabinet conseil strasbourgeois spécialisé en gestion de la qualité et gestion prévisionnelle des compétences, j'ai rejoint à Dijon, la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat puis la direction du développement économique du Conseil régional de Bourgogne. Mes missions au sein de l'institution régionale visaient à accompagner les projets de développement des entreprises et les mutations des territoires. Depuis 2011, j'ai intégré la Préfecture de la Région Lorraine en tant que chargée de mission DATAR avec notamment des missions d'accompagnement de projet d'entreprise avec l'instruction des dossiers Prime d'Aménagement du Territoires et Aide à la Réindustrialisation et d'anticipation des mutations économiques.

### **Midi-Pyrénées : Robert Castagnac**

Ingénieur agronome, 57 ans

Diplômé de l'institut national agronomique Paris-Grignon (INAPG)

En 1988, il intègre la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), après avoir passé plusieurs années dans des organismes internationaux.

Dans les années 90, il est chargé de mission auprès du préfet des Hautes-Pyrénées et travaille sur les reconversions industrielles. Sa feuille de route est renforcée par le suivi des restructurations de la Défense appliquées à l'activité du site de GIAT-Industries à Tarbes. Il prépare et anime les mesures territoriales du comité interministériel d'aménagement et de compétitivité des territoires (CIACT), puis la rédaction du contrat de site du bassin tarbais avec les collectivités, les acteurs économiques et les partenaires sociaux.

En 2004, il rejoint l'équipe du secrétariat général pour les affaires régionales à la préfecture de la région Midi-Pyrénées où il a en charge les sujets de développement industriel et de mutations économiques. En lien avec les services de l'Etat concernés, les collectivités et les organismes économiques, il intervient dans l'accompagnement des projets des entreprises, dans le soutien aux entreprises fragiles, dans la démarche d'organisation des filières et dans le suivi des projets de développement économique des territoires de la région, en particulier dans les zones fragilisées par les restructurations économiques. Il est également le correspondant régional du pôle de compétitivité AGRIMIP sud-ouest innovation.

### **Pays de la Loire : Frédéric Pallu**

- 51 ans

- En poste, depuis 2008, chargé de mission auprès du Préfet de région des Pays de la Loire sur les entreprises, l'économie et l'innovation, et directeur adjoint du pôle entreprises-emploi-économie de la DIRECCTE. Activité de développement économique en relation avec les acteurs économiques du

territoire (entreprises, réseaux consulaires, collectivités locales, réseau de financement des entreprises...). Médiateur de la sous-traitance et des relations industrielles.

- 15 années de développement de produits de télécommunications dans un grand groupe.

- Expérience dans des entreprises industrielles (fabrication de matériel de thérapie) et tertiaires (informatique et télécommunications).

- Ingénieur des mines

- international management certificate, ESSEC (2001)

### **Picardie : Paul Coulon : 61 ans - Sous-Préfet**

- Etudes secondaires et universitaires dans le Nord-Pas-de-Calais et parallèlement auxiliaire dans l'Education Nationale.

- 1979-1984 : Fonctionnaire du Cadre National des Préfets (catégorie B) en charge des affaires communales (Préfecture du Pas-de-Calais) et formation à l'IRA de Lille.

- 1984 - 1995 : Chef du bureau du développement économique et des entreprises en difficulté (Préfecture du Pas-de-Calais).

- 1995 - 2000 : Directeur de Cabinet des Préfets : - du Gers,

- de Corse,

- de la Région Picardie

- 2000 - 2007 : Sous-Préfet des Arrondissements de - Fougères (Ile et vilaine)

- Molsheim (Bas-Rhin)

Depuis le 1er novembre 2007 Sous-Préfet de Soissons (Aisne).

### **Poitou-Charentes : Claude Renard Ingénieur en chef de l'armement**

De formation ingénieur, et diplômé d'études comptables et financières, Claude Renard débute sa carrière par des postes d'encadrement techniques et de management de projet au sein du ministère de la Défense pour la construction de navires pour la Marine Nationale.

Après un détachement dans un groupe industriel de défense dans lequel il a mis en place des partenariats avec des sous-traitants ainsi que des organisations industrielles pour répondre à de nouveaux marchés, Claude Renard a assuré la direction de l'ex DRIRE, qui a depuis intégré la DIRECCTE Poitou-Charentes, et pris en charge la responsabilité du service d'accompagnement des entreprises.

Claude Renard est également chargé de mission Industrie au secrétariat général aux affaires régionales de la Préfecture de région depuis début 2009 et médiateur régional des relations interentreprises depuis mi 2010.

### **PACA : Roger Reuter**

Au cours de mes deux derniers postes en tant que sous-préfet de LENS et sous préfet d'ISTRES, j'ai eu à gérer la fermeture de l'entreprise Metal europ 850 salariés où une opération de revitalisation a été menée qui a créé plus de 1000 emplois

Dans le même poste, j'ai conduit les dossiers de Sansonite et Energyplast à Hedin-Baumont ; difficile dossier de désindustrialisation à ISTRES qui compte la principale zone industrielle de Provence avec notamment la présence d'une forte sidérurgie d'industrie pétrolière (notamment la raffinerie Lyondell de BERRE et EUROCOPTER) où sur cette zone les projets industriels de développement sont nombreux et il appartenait au sous-préfet de les accompagner.

## **Rhône-Alpes : Alexandre Moulin**

Ingénieur des Mines de formation, Alexandre Moulin a fait l'essentiel de sa carrière au ministère de l'industrie, d'abord à Bordeaux puis à Lyon. Entre-temps, il a travaillé deux ans à la DATAR où il a été secrétaire général du comité interministériel des aides à la localisation des activités (CIALA) et chargé simultanément du lancement de la politique des pôles de compétitivité (premier appel à projet de 2005). Il travaille à Lyon depuis 2006, d'abord à la DRIRE, en charge de la division du développement industriel, puis à la DIRECCTE, responsable du pôle entreprises, emploi, économie. Il a ainsi toujours été en contact avec les entreprises, tant directement (instruction de primes à l'aménagement du territoire pour le CIALA, aides individuelles de la DRIRE, etc.) que par le pilotage des politiques publiques industrielles (pôles de compétitivité, actions collectives, relations avec les collectivités territoriales, etc.)